

Source :

Extrait de « Essai sur les fondements théoriques de l'anarchisme »:

<http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/->

[Essai sur les fondements theoriques de l anarchisme -.pdf](#)

Références explicites à la société sans Etat

(Le texte qui suit est un chapitre répondant à la thèse de Maximilien Rubel sur Marx « théoricien de l'anarchisme. »)

De quoi est donc fait l'anarchisme de Marx, en quoi a-t-il jeté « les bases rationnelles de l'utopie anarchiste » et en quoi en a-t-il défini le « projet de réalisation » ? On sait que grâce à Marx, l'anarchisme s'est enrichi « d'une dimension nouvelle, celle de la compréhension dialectique du mouvement ouvrier perçu comme auto libération éthique englobant l'humanité tout entière » (sauf peut-être les « nations réactionnaires » relevées par Engels). Nous ne nous attarderons pas à tenter de comprendre ce qu'est la compréhension dialectique du mouvement ouvrier, ni l'auto libération éthique englobant l'humanité tout entière. Nous nous contenterons d'essayer de repérer les références explicites à la société sans Etat que Marx a pu faire dans son œuvre.

Il y a certes chez l'auteur du *Capital* des critiques de l'Etat, mais la critique de l'Etat en elle-même ne définit pas l'anarchisme. Il y a des textes où Marx fait une critique radicale d'un type déterminé d'Etat mais la critique de l'Etat en tant que principe reste très limitée.

– Dans le tome I des Œuvres complètes de Marx des éditions de la Pléiade établies et annotées par Maximilien Rubel, on trouve 7 références à l'abolition de l'Etat dont 3 sont des notes de Rubel.

– Dans le tome II, il y a 4 références dont 3 dans les notes.

– Dans le tome III (Œuvres philosophiques) il y a une référence de Marx à l'abolition de l'Etat, deux notes de Maximilien Rubel, et un passage dans l'Introduction où Maximilien Rubel nous dit que la « vision d'une société non politique » chez Marx s'est exprimée à travers la revendication de la démocratie représentative, c'est-à-dire... le parlementarisme.

– Dans le tome I (Œuvres politiques), une phrase, dans les appendices, d'un texte de 1850 définit succinctement, mais très justement, le sens de l'abolition de l'Etat : « L'abolition de l'Etat n'a de sens que chez les communistes, comme conséquence nécessaire de l'abolition des classes, avec lesquelles disparaît automatiquement le besoin du pouvoir organisé d'une classe de rabaisser les autres classes. » (Page 1078-1079.)

La rubrique « abolition de l'Etat » de l'index des idées renvoie à un passage (page 634) où il est question du « renversement du pouvoir d'Etat existant », ce qui ne saurait s'inscrire dans une perspective anarchiste. Les autres références à l'anarchisme ou à l'abolition de l'Etat sont contenues soit dans l'Introduction de Maximilien Rubel soit dans ses notes.

Sur plus de 6 000 pages, il y a donc 7 références directes de Marx à l'abolition de l'Etat (dont une d'Engels, d'ailleurs), en des termes vagues, et qui constituent un matériel bien mince pour conclure que Marx est un « théoricien de l'anarchisme ».

On peut s'étonner qu'un auteur qui voulait, paraît-il, faire sur l'Etat ce qu'il avait fait sur le capital n'ait pas parsemé son œuvre d'indications plus nombreuses sur la société sans Etat. Or c'est là tout de même un concept déterminant de la théorie anarchiste qui, s'il constituait une préoccupation majeure de Marx, devrait être suffisamment présent dans son œuvre pour qu'il ne puisse pas être occulté par les différents partis qui se réclament de son enseignement.

Le passage le plus précis cité par Rubel sur cette question est extrait des *Prétendues scissions dans l'internationale* :

« Tous les socialistes entendent par Anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes une fois atteinte, le pouvoir de l'Etat, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives. »

Cette phrase de Marx est trop vague, trop générale et trop isolée dans son œuvre pour qu'elle puisse être considérée comme une adhésion à l'anarchisme. Et surtout, elle n'est pas un projet politique explicite dans la mesure où elle renvoie l'abolition de l'Etat à un avenir indéterminé et lointain.

Le document qui pourrait accrédi-ter de la façon la plus convaincante la thèse d'un Marx anarchiste est l'*Adresse sur la guerre civile en France*

rédigée au nom du Conseil général de l'AIT au lendemain de la Commune de Paris, et qui constitue un point de litige important entre marxistes et anarchistes. C'est, selon Maximilien Rubel, un « texte qui passera au yeux de Bakounine pour un reniement des convictions “étatistes-autoritaires” » de Marx¹. Bakounine dira en effet qu'il s'agit là d'un « travestissement bouffon » de la pensée de Marx.

Bien que ni Proudhon ni Bakounine n'y soient pour quoi que ce soit, ce sont les conceptions fédéralistes qui dominèrent dans la Commune de Paris : fédérations de communes décentralisées, substitution à l'appareil d'Etat de délégués élus et révocables, ce qui tranche considérablement avec l'apologie de l'oeuvre de centralisation commencée par la monarchie, telle qu'on la trouve développée chez Marx dans le *18-Brumaire*. Maintenant, Marx adhère à l'oeuvre de la Commune, et l'Adresse du Conseil général de l'AIT, rédigée par lui, a été écrite en épousant le point de vue même des communards.

Jusqu'à présent, la création d'une société socialiste était, pour le *Manifeste*, conditionnée par la création d'un Etat prolétarien démocratique issu du suffrage universel ou, pour les *Luttes de classes en France*, par la création d'un Etat dictatorial. L'approbation de l'oeuvre de la Commune correspond donc à un renversement complet du point de vue sur la question du pouvoir, à l'abandon du point de vue centralisateur et au ralliement aux thèses proudhoniennes et bakouninistes (encore qu'il ne faille pas assimiler ces deux derniers points de vue), selon lesquelles la destruction de l'appareil d'Etat et l'instauration d'une structure politique décentralisée à laquelle le fédéralisme assure une cohésion d'ensemble, sont les conditions préalables à l'instauration du socialisme.

Bakounine définit la Commune comme une « négation désormais historique de l'Etat » (III, 213). L'insurrection communaliste de Paris, écrit-il, a inauguré la révolution sociale ; son importance ne réside pas dans les « bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire », mais dans les idées qu'elle a remuées, « la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays ». Et il ajoute :

« L'effet en fut si formidable partout, que les marxistes eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent bien plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et

¹ *Dictionnaire des œuvres politiques*, p. 56.

son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante. » (Œuvres, Champ libre, III, 166.)

N'ayant jamais hésité à reconnaître les points d'accord qu'il pouvait avoir avec Marx, on peut donc s'étonner que Bakounine récuse à Marx le droit d'être en accord avec lui-même sur l'analyse de la Commune. Il nous faudra donc examiner cette question pour tenter de comprendre cette récusation et déterminer si elle est justifiée.

L'*Adresse sur la guerre civile en France* livre est en effet souvent cité comme une expression typique de la pensée politique de Marx, alors qu'elle aborde cet événement d'un point de vue fédéraliste, c'est-à-dire en opposition totale avec ses idées. Les textes de Marx qui précèdent le livre ne laissent rien entrevoir de cette idée et les textes qui suivent n'y font jamais plus allusion : le *Manifeste* se contentait de dire que la première étape de la révolution ouvrière est la conquête du régime démocratique, c'est-à-dire le suffrage universel, ce que confirme Engels dans la préface des *Luttes des classes en France*. Le *Manifeste* ne dit nulle part comment la conquête de la démocratie pourrait assurer au prolétariat l'hégémonie.

Bakounine ne fut pas le seul à percevoir le contraste entre les positions antérieures de Marx et celles qu'il défend au moment de la Commune. Son biographe, Franz Mehring, note lui aussi que *La Guerre civile en France* est difficilement conciliable avec le *Manifeste* et que Marx y développe un point de vue proche de celui de Bakounine : « Si brillantes que fussent ces analyses, dit en effet Mehring, elles n'en étaient pas moins légèrement en contradiction avec les idées défendues par Marx et Engels depuis un quart de siècle et avancées déjà dans le *Manifeste communiste*. » (...) « Les éloges que l'Adresse du Conseil général adressait à la Commune de Paris pour avoir commencé à détruire radicalement l'Etat parasite étaient difficilement conciliables avec cette dernière conception. » (...) « On comprend aisément que les partisans de Bakounine aient pu facilement utiliser à leur façon l'Adresse du Conseil général. Bakounine lui-même trouvait cocasse que Marx, dont les idées avaient été complètement bousculées par la Commune, soit obligé, *contre toute logique*, [Je souligne] de lui donner un coup de chapeau et d'adopter son programme et ses objectifs ². »

Il ne vient pas à l'esprit de Mehring que Marx n'est pas homme à agir contre toute logique. Il n'entre pas dans notre propos de faire la genèse des revirements de Marx entre le début de la guerre et l'écrasement de la

² Franz Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, éditions sociales, p. 504.

Commune, mais il nous semble utile de « décrypter » brièvement, pour Mehring, ce qui lui paraît aller contre toute logique.

– Marx approuve la guerre parce qu'une victoire prussienne conduira à des avantages stratégiques pour le mouvement ouvrier allemand, à la constitution d'une Allemagne unifiée et centralisée. Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870 : « Les Français ont besoin d'être rossés. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'Etat sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. »

– Une victoire allemande assurera la prépondérance de la classe ouvrière allemande. Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870 : « La prépondérance allemande transformera en outre le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. »

– Les travailleurs français ne doivent pas bouger, parce qu'un éventuel soulèvement victorieux et une défaite allemande retarderaient l'unité nationale allemande : L'Allemagne « serait fichue pour des années, voire des générations. Il ne pourrait plus être question d'un mouvement ouvrier indépendant en Allemagne, la revendication de l'existence nationale absorbant alors toutes les énergies ». (*Ibid.*) Engels à Marx, 15 août 1870 : « Il serait absurde (...) de faire de l'antibismarckisme le principe directeur unique de notre politique. Tout d'abord jusqu'ici – et notamment en 1866 – Bismarck n'a-t-il pas accompli une partie de notre travail, à sa façon et sans le vouloir, mais en l'accomplissant tout de même ? »

– Pour justifier ces positions, il faut accrédi-ter l'idée d'une guerre défensive pour les Allemands. Marx à Engels, 17 août 1870 : « La guerre est devenue nationale ». Kugelmann de son côté est accusé de ne « rien entendre à la dialectique » parce qu'il avait affirmé que la guerre du côté allemand était devenue offensive ³.

³ L'accusation de ne rien entendre à la dialectique constitue la réfutation ultime du marxisme face à un argument irréfutable. Lénine l'emploiera également, notamment contre Boukharine, qu'il désigne comme le meilleur théoricien du parti, mais qui n'a pas compris la dialectique, ce qui laisse rêveur sur le niveau théorique des dirigeants bolcheviks...

– le 4 septembre 1870, l'empire français s'écroule ; la section française de l'AIT lance un appel internationaliste demandant aux travailleurs allemands d'abandonner l'invasion. La social-démocratie allemande répond favorablement, ses dirigeants sont immédiatement arrêtés. Marx qualifie l'appel lancé par les ouvriers français de « ridicule ». Il a, dit-il, « provoqué parmi les ouvriers anglais la risée et la colère ».

– Engels écrit le 12 septembre : « Si on pouvait avoir quelque influence à Paris, il faudrait empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix. » Les travailleurs français doivent profiter de l'occasion pour se constituer en parti et œuvrer dans le cadre des institutions de la République. Le 9 septembre, le Conseil général de l'AIT publie un manifeste qui recommande aux ouvriers français : 1) de ne pas renverser le gouvernement ; 2) de remplir leur devoir civique (c'est-à-dire de voter) ; 3) de ne pas se laisser entraîner par les souvenirs de 1792. Les ouvriers, dit l'Adresse, « *n'ont pas à recommencer le passé mais à édifier l'avenir*. Que, calmes et résolus, ils profitent de la liberté républicaine pour travailler à leur organisation de classe. »

Voici donc les dispositions d'esprit dans lesquelles se situaient Marx et Engels à la veille de la Commune, dispositions attestées, sans beaucoup de contestation possible, par leur correspondance. Déjà, en 1844, Marx avait écrit que « le prolétariat allemand est le théoricien du prolétariat européen ». La vocation de la classe ouvrière allemande était donc toute tracée depuis le début.

La théorie de la guerre de défense ne pouvait être soutenue indéfiniment. Blanqui et Bakounine ont tous deux appelé dès le début à la guerre révolutionnaire, dénoncé les hésitations du gouvernement, prédit que l'hégémonie prussienne signifierait le triomphe de la réaction en Europe. Dès septembre 1870, Bakounine avait dénoncé le défaitisme réactionnaire de la bourgeoisie française qui voulait la paix à tout prix, fût-ce au prix de l'asservissement du pays. La révolution sociale, disait-il, était un danger bien plus important pour la bourgeoisie que l'occupation prussienne. Blanqui de son côté déclarait : « Le capital préfère le roi de Prusse à la République. Avec lui, il aura sinon le pouvoir politique, du moins le pouvoir social. » Bakounine comme Blanqui pensent que la bourgeoisie française a confié à l'armée allemande le soin de défendre l'ordre social et condamnent violemment le gouvernement Trochu au moment même où Marx préconise aux ouvriers français de « remplir leur devoir de citoyens », c'est-à-dire de se soumettre à ce gouvernement. Ce n'est que devant la

collusion manifeste entre Bismarck et Thiers que Marx changera de point de vue. Celui qu'il prenait pour l'adversaire du bonapartisme – Thiers – est maintenant accusé d'avoir « précipité la guerre avec la France par ses déclarations contre l'unité allemande » et d'avoir accepté la paix à tout prix en implorant « la permission et les moyens de susciter la guerre civile dans son propre pays écrasé ».

L'opinion révolutionnaire unanime et la résistance des masses parisiennes obligèrent Marx et Engels à modifier leur point de vue. Ce n'est que lorsque Blanqui déclare que tout est perdu que Marx reprend à son compte l'argument de la guerre révolutionnaire, cinq mois plus tard. Dès lors, le rôle involontairement progressif de Bismarck diminue, en même temps que s'élève la gloire des ouvriers parisiens vilipendés six mois plus tôt. *La Guerre civile en France* est l'expression de ce changement d'optique. Désormais, dit Marx, la guerre nationale est une « pure mystification des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes ». Ainsi la lutte des classes reprend sa place comme moteur de l'histoire ; on ne demande plus aux ouvriers français de « remplir leur devoir civique » ni de s'abstenir de renverser le gouvernement.

Après la Commune, Marx est allé dans le sens des événements parce qu'il comptait rallier à sa cause les Communards exilés à Londres. Voyant que le procédé ne marchait pas, il écrira à son ami Sorge, le 9 novembre 1871, une lettre dépitée : « Et voilà ma récompense pour avoir perdu presque cinq mois à travailler pour les réfugiés, et pour avoir sauvé leur honneur (*sic*), par la publication de *La Guerre civile en France* » !!! Bakounine, qui ignorait évidemment cette lettre, a toutes les raisons de dire que le livre était un « travestissement bouffon » effectué par Marx de sa propre pensée ⁴.

L'approche idéologique de l'événement consiste à nier la réalité, à ne prendre en compte que le contenu de l'*Adresse sur la guerre civile en France*, sans tenir compte du contexte ni des documents existants en dehors des proclamations de principe, et à l'intégrer dans un corps de doctrine qu'on veut faire passer pour vérité historique.

L'approche critique de l'histoire des idées politiques consiste à les resituer dans leur contexte et à les confronter avec les idées de l'époque et les documents disponibles ; elle consiste aussi à ne pas considérer comme

⁴ *L'Etat et la Révolution* joue dans la mythologie léninienne le même rôle que *La guerre civile en France*. C'est un curieux destin que Marx, comme Lénine, confrontés à une révolution, aient été contraints d'opérer un « travestissement bouffon » de leur pensée pour aller (temporairement il est vrai) dans le sens de l'histoire...

argent comptant ni ce qu'un auteur dit ni les motivations qui le pousse. Elle consiste à mettre en parallèle ce que l'auteur proclame publiquement, c'est-à-dire ce qu'il veut qu'on croie, et ce qu'il dit en privé. C'est ce que Rubel ne fait jamais dès lors qu'il s'agit de Marx. L'Adresse est un document dont le contenu constitue la vérité en soi, et qui ne saurait être remis en cause. L'approche idéologique consiste à considérer l'*Adresse* comme l'histoire de la Commune ; l'approche critique consiste à ne voir dans ce texte que ce que Marx dit, à un moment donné, de la Commune.

Pour avoir une idée de ce que les fondateurs du « socialisme scientifique » pensaient *vraiment* de l'abolition de l'Etat, il convient de se reporter à ce que dit Engels dans une lettre à Cafiero, écrite à la même époque où Marx rédigeait *La Guerre civile en France*. Il est vrai que, selon Rubel, il faille faire un distinguo entre les deux hommes. Engels apparaît souvent comme le « gaffeur » du couple, qui dit explicitement des choses qui doivent être sous-entendues (la notion de « peuple contre-révolutionnaire », le terrorisme aveugle contre les Slaves, etc.). Pourtant ces « gaffes » n'ont jamais été contestées par Marx. Voici ce qu'écrit Engels : « Pour ce qui est de l'abolition de l'Etat, c'est une vieille phrase philosophique allemande dont nous avons beaucoup usé lorsque nous étions des blancs-becs ⁵. »

⁵ Lettre à Cafiero, 1er juillet 1871.